

Et si une pétition pouvait faire bouger les choses

Les autorités compétentes vont-elles enfin tenter une action quelconque ?



Et si une pétition pouvait faire bouger les choses

Le démarchage téléphonique

On n'en peut plus ... Sur les réseaux sociaux, les internautes indiquent des méthodes plus farfelues les unes que les autres pour se défendre... Mais si vous travaillez à domicile, aucune de ces solutions n'est réaliste ... Vous devez bien décrocher le combiné à un moment ou à autre et si vous laissez le répondeur faire son office ... Il peut vous arriver, comme ce fut mon cas très récemment, de vous retrouver à éliminer radicalement plus d'une trentaine d'appels... avec un seul vrai message.

Autre gros problème quand vous n'avez pas le portable d'un correspondant, très souvent, les abonnés ne décrochent plus leur ligne fixe et ils deviennent injoignables.

Dans le cas des personnes âgées et isolées qui n'ont que ce moyen de communication pour les relier au monde extérieur, c'est un vrai souci auquel les autorités devraient s'atteler. Avec des appels tous de formes très différentes, des messages pré-enregistrés qui vous demandent de taper sur un chiffre ou d'autres manipulations, tous ces coups de fil vont stresser les destinataires, et eux aussi, pauvres gens déjà isolés, finissent par ne plus répondre au téléphone.

On devrait éviter ici d'évoquer Bloctel, un service lancé à grand renfort de publicité ... mais qui n'a servi à rien. Ayant adhéré dès l'origine à ce dispositif, je peux vous certifier que le phénomène n'a fait que s'amplifier, les appels devenant de plus en plus fréquents au fil des ans et, donc inutile de renouveler cette inscription lorsque j'ai été sollicitée pour le faire.

Mais pourquoi les pouvoirs publics n'interviennent-ils pas ?

L'UFC -Que Choisir vient de se saisir du fléau et tente une manœuvre. Alors que l'Assemblée nationale va prochainement discuter, en deuxième lecture, d'une proposition de loi sur le démarchage téléphonique, des associations de consommateurs : l'ADEIC, l'AFOC, l'ALLDC, la CSF, le CNAFAL, la CLCV, Familles de France, Familles Rurales, l'UFC-Que Choisir et l'UNAF, tirant les conséquences de l'exaspération des consommateurs et des litiges issus des appels commerciaux non désirés, s'unissent et lancent une pétition.

Elles appellent à la mobilisation des consommateurs, les premières victimes de ce véritable harcèlement commercial.



Si vous voulez tenter quelque chose qui peut faire bouger les autorités, vous avez une pétition à votre disposition.

Lancée le 20 janvier, le nombre de signatures enfle très rapidement. A cette heure, la pétition en a déjà recueilli 233 293. Et ça grimpe de minute en minute...